



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

chômage

Question au Gouvernement n° 2527

Texte de la question

## LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

**M. le président.** La parole est à M. Laurent Marcangeli, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

**M. Laurent Marcangeli.** Monsieur le Premier ministre, je souhaite vous parler de la première préoccupation du peuple français, celle qui devrait être la nôtre, quels que soient les bancs sur lesquels nous siégeons : l'emploi !

Je vous rappelle les chiffres, ils sont terribles : plus de 8 000 chômeurs supplémentaires en décembre, soit près de 190 000 de plus en 2014, après 175 000 en 2013.

On dénombre 572 000 chômeurs de plus qu'au début du quinquennat, près de 5,5 millions de demandeurs d'emploi toutes catégories confondues. Force est de constater qu'on est bien loin de l'inversion de la courbe !

Pourtant, monsieur le Premier ministre, en ce moment même chez nos voisins, en Italie par exemple, le taux de chômage a baissé de 0,4 %, soit 109 000 chômeurs de moins en un mois. En Espagne, le chômage baisse pour la deuxième année consécutive.

Et ces bonnes nouvelles s'inscrivent dans un contexte d'amélioration générale dans la zone euro puisque, d'après Eurostat, le chômage a reculé de 0,4 % sur un an avec près de 700 000 chômeurs de moins.

Pourquoi notre pays va-t-il à rebours ? L'Italie vient de mettre en œuvre une réforme visant à assouplir le marché du travail, pourquoi pas nous ? Monsieur le Premier ministre, ne croyez-vous pas qu'il est temps de mettre en œuvre des réformes en France afin d'agir efficacement dans la lutte contre le chômage ?

Malgré la création des emplois d'avenir et des contrats de génération, le chômage a continué d'augmenter et atteint des records. N'est-il pas temps de réformer le contrat de travail pour qu'il soit plus souple et plus protecteur tant pour les employeurs que pour les salariés ?

N'est-il pas temps de revoir les seuils sociaux, de modifier les règles d'assurance chômage, de parler enfin du temps de travail et des 35 heures ? N'est-il pas temps de parler véritablement du chômage dans ce pays ?  
*(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur plusieurs bancs du groupe UDI.)*

**M. le président.** La parole est à M. le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

**Plusieurs députés du groupe UMP .** Et du chômage !

**M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.** Monsieur le député Marcangeli, j'ai eu l'occasion la semaine dernière de répondre sur ce sujet, mais je le fais bien volontiers à nouveau. Oui, les chiffres du chômage pour le mois de décembre ne sont pas bons. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Oui, l'année 2014 s'est soldée par une augmentation du nombre de chômeurs de près de 190 000.

**M. Charles de La Verpillière.** Bravo !

**M. François Rebsamen, ministre.** Cela est vrai, mais mérite une réflexion. J'avais suggéré que nous l'ayons ensemble. Depuis maintenant six ans, le chômage augmente régulièrement tous les ans.

**M. Dominique Dord.** Eh oui !

**M. François Rebsamen, ministre.** Je ne citerai pas le taux d'augmentation du chômage pendant la période 2008-2012, parce que le résultat n'est pas plus glorieux.

**M. Christian Jacob.** Il était moins important.

**M. François Rebsamen, ministre.** Pour face à une telle situation, le Gouvernement ne baisse pas les bras. Il a mis en place des dispositifs, notamment en direction des jeunes avec les emplois d'avenir : près de 100 000 jeunes ont ainsi été mis en situation d'emploi. Que se serait-il passé si nous n'avions pas créé ce dispositif ?

**Plusieurs députés du groupe UMP .** Rien !

**M. François Rebsamen, ministre.** Et puis, il y a le pacte de responsabilité et de solidarité. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Oui, mesdames, messieurs les députés, onze branches ont signé des accords sur lesquels nous pouvons compter en matière de formation, d'apprentissage, d'investissement, pour les jeunes et l'emploi. (« *Bla, bla, bla !* » sur les bancs du groupe UMP.)

C'est ainsi que, dès l'année prochaine, plus de 3 500 emplois seront par exemple créés dans la restauration rapide. Ce pacte et les nouvelles conditions économiques sont de nature à apporter les réponses nécessaires attendues par l'ensemble de la communauté nationale.

## Données clés

**Auteur :** [M. Laurent Marcangeli](#)

**Circonscription :** Corse-du-Sud (1<sup>re</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2527

**Rubrique :** Emploi

**Ministère interrogé :** Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

**Ministère attributaire :** Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [4 février 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 février 2015](#)